



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la protection
des populations
Service protection de l'environnement

Valence, le

10 OCT. 2011

Affaire suivie par : Isabelle
DUPERRAY-LAJUS
et Pascal BRIE-DREAL
Tél. : 04 26 52 22 01
Fax : 04 26 52 21 62

isabelle.duperray-lajus@drome.gouv.fr

ARRETE N° 2011283-0015
DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES
AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT

**portant mise à jour de l'arrêté d'autorisation n° 644 du 18 février 2001 suite à la
modification de la nomenclature des ICPE**

Société VAL'AURA à MONTELIMAR

Le Préfet du département de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 513.1, R. 513.1 et R. 512.31 ;

VU l'article R 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées, supprimant notamment les rubriques 167 et 322, et créant notamment les rubriques 2714, 2716 et 2791 ;

VU l'arrêté préfectoral n°644 du 18 février 2000 autorisant la SA FARGIER à exploiter ZA Du Meyrol à MONTELIMAR, un centre de tri-traitement-valorisation de déchets non dangereux ;

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°2006/30 du 3 mai 2006 prenant acte d'un nouvel exploitant pour le centre sus-visé : Société VAL'AURA ;

VU l'arrêté préfectoral n°2010363-0011 du 29 décembre 2010 imposant à la société VAL'AURA, pour l'établissement sus-visé, une étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau rejetée ;

VU la déclaration présentée à monsieur le Préfet de la Drôme le 4 avril 2011 par la société VAL'AURA, sollicitant le bénéfice de l'antériorité des droits acquis pour l'exploitation, dans l'établissement sus-visé, des installations suivantes :

- Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois pour un volume maximal de 2 240 m³ ;
- Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes pour un volume maximal de 1 035 m³ ;
- Installation de traitement de déchets non dangereux de plus de 10 tonnes/jour ;

VU le rapport en date du 30 août 2011 rédigé par l'Inspection des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement RHONE-ALPES ;

Considérant que suite aux évolutions récentes de la nomenclature des installations classées (décret n°2010-369 du 13 avril 2010), la Société VAL'AURA a présenté un tableau mis à jour de ses rubriques pour son établissement de Montélimar, ZA du Meyrol ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER}

L'article premier de l'arrêté préfectoral n°644 du 18 février 2000 est ainsi modifié :

« La société VAL'AURA, dont le siège social est situé Le Gerland Plaza, 19 rue Pierre-Gilles de Gennes, 69007 LYON, est autorisée, dans son établissement situé Z.A. Du Meyrol à MONTELMAR, à poursuivre l'exploitation des installations suivantes :

Rubrique	Classement	Libellé de la rubrique (activité)	Volume ou flux autorisé
2714.1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m ³ .	Papiers/cartons : 1 125 m ³ Plastiques : 590 m ³ Bois : 525 m ³ TOTAL : 2 240 m³
2716.1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m ³ .	Déchets industriels banals : 860 m ³ Refus de tri : 175 m ³ TOTAL : 1 035 m³

2791.1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	10 t/j
2713	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant inférieure à 100 m ² .	45 m ²
1432	NC	Stockage de liquides inflammables représentant une capacité équivalente inférieure à 10 m ³ .	< 10 m ³
1435	NC	Stations services : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixe dans les réservoirs à carburants de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (en volume équivalent) étant inférieur à 100 m ³	68 m ³

A (Autorisation) - D (Déclaration) – NC (Non Classé)

ARTICLE 2 - Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de GRENOBLE :

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- pour les tiers, le délai de recours est d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

ARTICLE 3 - Publication

Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de MONTELMAR pendant une durée minimale d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Direction Départementale des Populations l'arrêté intégral. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 4 - Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, monsieur le maire de MONTELMAR, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région

Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à monsieur le Directeur de VAL'AURA ;
- à monsieur le maire de MONTELIMAR ;
- au directeur départemental des territoires ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- au directeur du service départemental d'incendie et de secours ;
- au directeur de l'agence régionale de santé.

le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale

Charlotte LECA